

50^e ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE LA DGSN

La police algérienne parcourt son histoire

Les traces de la police algérienne remontent à l'époque numide où une organisation veillait à la sécurité des citoyens et au maintien de l'ordre public. A l'occasion de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance ainsi que le 50^e anniversaire de la création de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), l'association Machaâl Echahid et le quotidien *El Moudjahid* ont organisé hier, à Alger, une conférence débat sur l'histoire de la police algérienne.

Selon le directeur du Musée central de la police, Chaouki Abderahim, qui a animé la conférence, l'idée de la police a existé à travers les différentes époques qu'a connue l'Algérie, du temps de la Numidie en passant par l'époque ottomane et même du temps de l'émir Abdelkader où des brigades veillaient à la protection de la population. Mais l'idée de la police, telle qu'on la connaît aujourd'hui, explique Chaouki Abderahim, est apparue en 1956 où des responsables du Front de libération nationale (FLN), se sont penchés sur la question pour l'appliquer après l'indépendance. C'est en effet, le 6 juillet 1962, au lendemain de l'indépendance que le premier directeur général de la Sûreté nationale, Mohamed Medjadj, a été nommé. Le 2 novembre 1962, la première école de police fut créée à Hussein Dey à Alger. Aujourd'hui 50 ans après, ajoute Chaouki Abderahim, la police continue sa longue marche et son évolution dans sa mission principale, à savoir veiller à la sécurité de la population.

M. M.

DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE L'Algérie sera un pays émergent en 2020

«L'Algérie sera en 2020 un pays émergent dans le développement technologique». Abdelhafid Aourag, directeur général de la Recherche scientifique et de développement technologique (RSDT), en fait une promesse.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - M. Aourag qui s'exprimait, hier, sur les ondes de la Radio nationale Chaîne III, estime qu'en plus du budget important de 100 milliards de dinars injecté dans le domaine de la recherche scientifique, les nombreux investissements mis en place en termes de mise à niveau des équipements, d'infrastructures et de ressources humaines, sont des indicateurs qui feront que l'Algérie atteindra sans aucun doute cet objectif en 2020, comme cela s'est produit au Brésil.

L'intervenant regrette, cependant, le manque de confiance des industriels en les compétences nationales. Ces compétences, dit-il, malgré leur brillance, ne sont pas suffisamment exploitées. Ainsi plus de 3 000 brevets attendent d'être valorisés.

M. Aourag estime que «la prise de risque manque à nos managers». Il a rappelé que le plan quinquennal 2008-

2012 a mis en place 34 programmes nationaux de recherche pour la mise en valeur des besoins du secteur socioéconomique qui ont donné naissance à plus de 3 000 projets de recherche.

«Malheureusement, il y a eu peu d'implication de la part de ce même secteur, dans la mise en place de ces programmes nationaux de recherche», a souligné l'intervenant qui a souligné que les résultats de ces projets, en cours d'évaluation, sont d'ores et déjà jugés «extraordinaires».

La loi oblige, pourtant, rappelle-t-il, le secteur socio-économique de mettre en place un comité sectoriel permanent pour prendre en charge, en collaboration avec les universités, toutes les problématiques qui peuvent freiner le développement du secteur.

Cependant, souligne l'invité de la radio, des initiatives sont en cours, dans le but d'établir cette confiance et mettre une passerelle entre



Photo : DR

Les programmes nationaux de recherche ont donné naissance à plus de 3 000 projets.

chercheurs et industriels. Ainsi, cite-t-il, à titre d'exemple, des laboratoires industriels, dont la mission tourne essentiellement autour du développement de processus de produits à valeur ajoutée pour le secteur économique, seront mis en place dès l'année prochaine.

M. Aourag a indiqué que des plateformes technologiques pour la réalisation de fibre optique algérienne et le prototypage en 3D pour la sous-traitance et les pièces détachées

seront mises en place dès 2014. M. Aourag incite, par ailleurs, les pouvoirs publics à faire de la recherche scientifique une priorité, en particulier en termes de facilitation de procédures d'acquittement de matériels et produits de recherche.

«Il faudrait qu'il y ait une décision pour que les produits et les équipements scientifiques ne soient plus bloqués pendant des années au niveau des ports et aéroports», a-t-il suggéré.

S. A.

Lettre ouverte à Monsieur le Ministre de l'Intérieur & des Collectivités locales

Permettez-nous, Monsieur le Ministre, de venir par la présente, dénoncer la procédure anticonstitutionnelle de la gestion, par substitution, de notre commune (Tinebdar, daïra de Sidi-Aïch, W. Béjaïa) assurée par le chef de daïra et le P/APC, dont la qualité n'a plus de raison d'être, les membres de l'APC étant exclus.

Pour cela, il est de notre devoir d'élus de vous faire brièvement l'historique des faits qui ont conduit notre commune à ce dysfonctionnement programmé, où quatre votes de défiance réglementaires, par les 2/3 de l'assemblée, sont restés sans suite. Cet historique vous permettra de situer la responsabilité des uns et des autres.

1- Dès son installation puis à 3 reprises, le P/APC s'est obstiné à vouloir organiser, **illégalement**, les délibérations, hors siège APC, malgré nos écrits.

2- Dans un langage provocateur, il défie les élus à voter contre durant tout le mandat.

3- Il installe toutes les commissions, en l'absence des 2/3 des élus. Malgré cela, les commissions «Ouverture de plis», «Jugement des offres» et «Commission des marchés» ont été validées arbitrairement par une administration dont le rôle est pourtant l'application stricte des lois.

4- Élaboration d'une revue communale, sans délibération, aux frais du contribuable, pour se mettre en évidence et dénigrer tout ce qui dérange sa politique clanique du sérail.

5- Confiscation du mandat des élus, substitués, un jour, par les pseudo-comités de village, **sans agrément** et un autre jour, par le conseil consultatif, en guise de récompenses, des privilèges...

6- Quatre votes de défiance par les 2/3 de l'Assemblée, en présence d'un huissier, auxquels l'administration n'a donné aucune suite, bien que portés à sa connaissance en temps opportun et reconnus par le wali lors de son entrevue à l'émission Forum de Radio Soummam du 11 juin 2012.

7- Lors d'une réunion (wali-élus des APC en dysfonctionnement) en présence des chefs de daïra, nous avons fait une proposition pour la réhabilitation des membres de l'assemblée et travailler avec le chef de daïra, approuvée par l'ex-wali. Aucun écho à ce jour à notre proposition restée sans suite.

8- Non-respect des deux mises en demeure, de Monsieur le Wali, relatives aux dispositions à prendre pour débloquent la situation ; dispositions qu'il évacua en inscrivant 11 points à l'ordre du jour qui n'ont aucune relation avec les directives de Monsieur le Wali.

9- Des élus et des citoyens estés arbitrairement en justice par le P/APC.

10- Refus du P/APC de laisser les élus consulter des documents, malgré les écrits de Monsieur le chef de daïra sur instruction de Monsieur le Wali.

11- Délocalisation douteuse de la bibliothèque communale.

12- Attribution de marchés, d'assainissement à des prête-noms, appartenant à son clan.

13- Fractionnement suspect du projet «siège de l'A.P.C.»

14- Projet assainissement Aïchouchene, achevé et clôturé le 30 mai 2009. Il a été confié de nouveau à un autre entrepreneur le 01/08/2009, avec comme intitulé «Achèvement projet».

15- Paiement d'une facture intercommunale, bloquée, pour surfacturation et consommation abusive du carburant.

16- Mise à disposition des moyens humains et matériels au profit d'un ex-député candidat, à qui déclara-t-il par écrit, il doit son maintien à l'APC.

17- Son comportement arrogant et provocateur se justifie par l'impunité qui lui vient du soutien inconditionnel du chef de daïra avec lequel il entretient des relations sur lesquelles il faut se poser des questions.

Il y a lieu de préciser, Monsieur le Ministre, que le problème de l'APC de Tinebdar, n'a jamais été politique, comme veut bien le faire croire le chef de daïra de Sidi-Aïch, qui a joué un rôle néfaste dans ce dysfonctionnement, par ses positions subjectives et partiales.

Il faut se poser des questions sur les raisons de ce soutien sachant que le P/APC a été exclu de son Parti, abandonné par ses colistiers et désavoué par les 2/3 de l'Assemblée conformément à la loi. Cela s'explique par des raisons bien évidentes d'intérêts occultes.

Aussi, nous vous sollicitons, Monsieur le Ministre, afin d'intervenir auprès des structures concernées afin que les lois de la République, notamment le code communal, dans son article 55, soit appliquées.

Nous demandons aussi une commission d'enquête afin de clarifier les décisions douteuses de gestion des deniers de l'État.

Nous, élus, signataires de cette lettre ouverte, assumons entièrement ces déclarations et restons à votre disposition pour de plus amples informations.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre haute considération.

Les élus signataires : YAHOU Hafid, BRARTI Hamid, AYOUEZ Ouali, RABEI Tahar.